

C.P.A.S. de MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Conformément à l'article 11 du Règlement Général de la Comptabilité des Centres publics d'Action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale, l'avant-projet du budget 2022 du Centre a été soumis en date du 2 mars 2022 à l'avis du groupe technique composé de :

| | |
|--|---|
| | Madame-Mevrouw BASTIN Gérardine |
| | Monsieur-Mijnheer ROZEN Didier Monsieur-Mijnheer LAMBREMONT Nils |
| | Monsieur-Mijnheer BEX Thierry |

O.C.M.W. van SINT-JANS-MOLENBEEK

Overeenkomstig artikel 11 van het Algemeen Reglement op de Boekhouding van de openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, werd het voorontwerp van de begroting 2022 op 2 maart 2022 onderworpen aan het advies van de technische groep bestaande uit:

| | |
|--|---|
| | Présidente – Voorzitster |
| | Secrétaire Général Temporaire – Tijdelijk Secretaris generaal Directeur financier – Financiële Directeur |
| | Conseiller - Raadgever – expert/expert |

Remarques générales

Les membres du groupe technique formulent les remarques suivantes :

La dotation communale

Les membres du groupe technique relèvent le caractère atypique de l'évolution haussière de la dotation communale inscrite dans l'avant-projet de budget 2022, d'un montant de près de 4.000.000 € par rapport au budget initial 2021. Ils attirent l'attention du lecteur sur le montant des efforts budgétaires consentis par le CPAS se chiffrant à près de 5.365.000 € dont le détail est repris ci-dessous :

| | |
|--|--------------|
| Subside régional - Protocole d'accord comité C | 680.000 |
| Reprise subside régional 2021 - Protocole d'accord comité C | 45.461,93 |
| Subside Cocom - 2022 | 680.000 |
| Report subside Covid | 100.000 |
| Augmentation enveloppe - contrat d'insertion eco. soc. | 500.000 |
| Fonctionnement : limitation des enveloppes, responsabilisation | 100.000 |
| Personnel : ajustement du "non utilisé" en dépenses | 1.094.400 |
| Affectation du fruit de la vente de locaux (Ateliers, Taziaux, Jubilé) | 1.253.000 |
| Taux d'hébergement Arcadia, nomination du personnel (-12% cotisations patronales), suppression de deux postes du plan de recrutement, et réduction du développement des politiques en matière cartes médicales initialement programmées dans le plan pluriannuel | 504.000 |
| Total : | 5.364.861,93 |

Ils sont d'avis que cette évolution est principalement due à la variation de la charge nette de l'aide sociale (rehaussements consécutifs des minimas sans mesures compensatoires pour les CPAS d'une part et à l'application des indexations successives prévues d'autre part.

Comparaison des charges nettes de la sous-fonction « aide sociale » depuis le budget initial 2021

| | Recettes | Dépenses | charge | Evolution |
|---------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| budget initial 2021 | 72.714.714,54 | 89.732.393,58 | 17.017.679,04 | |
| budget modifié 2021 | 75.943.309,90 | 94.438.129,51 | 18.494.819,61 | 1.477.140,57 |
| budget initial 2022 | 76.846.705,63 | 98.394.103,58 | 21.547.397,95 | 3.052.578,34 |

L'évolution « limitée » de + 1.477.140,57 € de la charge nette de la sous-fonction enregistrée entre le budget initial 2021 et le budget modifié 2021 s'explique par :

- Pendant près de 6 mois une augmentation constante du nombre de titulaires (5.950 – 6.500 en 06/2021) du Revenu d'intégration consécutivement à la crise sanitaire a été enregistrée
- Les interventions fédérales (1.700.000 €) octroyées à titre compensatoire et non reconduites en 2022

L'exercice 2022 se voit supprimer les interventions fédérales mais doit tenir compte des éléments suivants :

- Impact à 100 % des rehaussements fédéraux intervenus en 2021
- La prévision des rehaussements 2022
- Conséquences de l'article 46 de la loi du 26 mai 2002 relative au droit à l'intégration sociale portant sur la subvention à 100 % des titulaires du RIS inscrits au registre des étrangers ;
- Evolution de + 22 % des titulaires bénéficiant d'une subvention à 70 %.

Les membres du groupe technique sont donc d'avis que les évolutions enregistrées sont bien la conséquence de facteurs exogènes (mission fédérale) pour laquelle le CPAS ne peut que s'acquitter des prérogatives déléguées. Les membres du groupe technique sont donc d'avis que les capacités budgétaires doivent autant que possible être préservées afin de maintenir la qualité d'un service indispensable à une des populations les plus précarisées de Belgique.

Les membres du groupe technique relèvent une nouvelle fois le report de charges sur les entités locales et plaident pour un refinancement structurel des CPAS.

La maison de repos – Résidence Arcadia

Les membres du groupe technique actent que l'objectif 2021 portant sur le taux d'occupation de la Résidence, soit 83 % (soit 10% au-dessus de la moyenne en Région de Bruxelles-Capitale) ou 155 résidents a été atteint dans un climat sanitaire toujours incertain et dans une conjoncture bruxelloise du milieu des maisons de repos présentant toujours un nombre supérieur à 1.000 lits inoccupés. Ils relèvent également l'augmentation de plus d'1 € du forfait témoignant de rigueur de la gestion administrative liée à ces forfaits.

Les membres du groupe technique relèvent le projet de collaboration avec le CPAS de Ganshoren, visant à accueillir à partir du 1^{er} avril et ce de manière phasée, 20 résidents de la maison de ce CPAS pendant des lourds travaux de mise en conformité aux normes d'hébergement.

Les membres du groupe soulignent d'une part l'impact positif sur le taux d'occupation de la résidence (retour à 94 %) et d'autre part l'impact de cette mesure sur le déficit d'exploitation de la Résidence, qui se réduit à 1,5 M en 2022 jusqu'à un peu moins de 1 M en 2024.

Les tableaux repris plus bas dans le présent avis détaillent les composantes du déficit de la maison de repos.

Les membres du groupe technique soutiennent la poursuite de la rénovation de la résidence et les investissements y associés afin de répondre à terme à l'entière des normes exigées dans le secteur. Ils sont d'avis que le projet « Alliance Habitat » y contribuera également (projet de création flat-services).

Emplois d'insertion

Les membres du groupe technique tiennent à souligner l'effet neutre sur le budget 2022 de la mesure régionale imposant la rémunération des emplois d'insertion calculée aux barèmes du secteur public.

Ils soulignent les mécanismes de financement de cette obligation légale, à savoir :

- La réduction de 30 unités du quota annuel de mises au travail
- L'utilisation maximale de l'enveloppe économie sociale se traduisant par 120 mises au travail.

Fonds spécial de l'Aide sociale

Les membres du groupe technique déplorent la diminution « ponctuelle » du FSAS de près de 350.000 € bien malvenue dans un contexte budgétaire compliqué.

Les remarques particulières suivantes ont été également formulées :

Les membres du groupe technique attestent, qu'à leur connaissance, toutes les règles légales en matière d'établissement du budget ont été respectées, à savoir :

1. Avances sur prestations sociales

Les prévisions de recettes reprises à la fonction 8290 « AVANCES » correspondent aux crédits de dépenses de cette même sous-fonction.

2. Aide sociale

La correspondance entre les prévisions de recettes et les crédits de dépenses en matière de revenu d'intégration (loi du 26 mai 2002), et de prise en charge des secours accordés dans le cadre de la loi du 2/4/1965 par les CPAS, est conforme aux prescriptions.

3. Prise en charge, par la sous-fonction 8320 – Aide sociale, des déficits sociaux

Les crédits de dépenses relatifs aux déficits sociaux des sous-fonctions suivantes :

- 8341 Maison de Repos ;
- 8360 Maison d'accueil ;
- 8448 Service de nettoyage (aides-ménagères) ;

ont été contrebalancés par des recettes correspondantes dans les sous-fonctions susvisées.

| Dépenses – sous-fonction : Aide sociale | | Recettes – Sous fonction concernée | |
|---|---------|------------------------------------|---------|
| 8320/33410/10 | 225.000 | 8341/16200/01 | 225.000 |
| 8320/33400/13 | 81.000 | 8360/16200/01 | 81.000 |
| 8320/33400/31 | 35.000 | 8448/16200/01 | 35.000 |

4. Cotisations patronales pour la pension

Les membres du groupe technique souhaitent attirer l'attention sur le fait que dans le cas d'une affiliation au pool solidarisé de l'ONSS, la charge supplémentaire de cotisations patronales pour 2022 s'élèverait à € 458.233,25, majorant d'autant le montant de la dotation communale. Cette économie découlant de la non adhésion au pool solidarisé augmentera encore dans les années futures par la mise en place du plan de statutarisation du personnel envisagé par le Centre.

5. Facturation interne

Les allocations concernant la facturation interne sont présentées en équilibre et sont fortement influencées par les mécanismes liés aux écritures concernant les subsides covid ainsi que par la répartition de divers subsides enregistrées à la fonction générale.

6. Investissements

Le tableau ci-après présente le total des investissements ainsi que le mode de financement prévu :

| S/ fonction | Montant Total | Emprunt | Prélèvement | Financement |
|--------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------|
| 1230 | 2.211.363,00 | 2.211.363,00 | ----- | ----- |
| 1370 | 15.000,00 | 15.000,00 | ----- | ----- |
| 8341 | 1.619.821,88 | 1.519.821,80 | 100.000,00 (*) | ----- |
| 83424 | 15.000,00 | 15.000,00 | ----- | ----- |
| 83427 | 15.000,00 | 15.000,00 | ----- | ----- |
| 8360 | 295.000,00 | 295.000,00 | ----- | ----- |
| 8446 | 31.500,00 | 31.500,00 | ----- | ----- |
| 844941 | 15.000,00 | 15.000,00 | ----- | ----- |
| 9220 | 295.000,00 | 295.000,00 | ----- | ----- |
| 92202 | 20.000,00 | 20.000,00 | ----- | ----- |
| 9240 | 32.000,00 | 32.000,00 | ----- | ----- |
| Total | 4.564.684,88 | 4.464.684,80 | 100.000,00 | 0,00 |

(*) don et leg avec affectation pour l'amélioration des conditions de vie des résidents.

Le service d'investissement s'équilibre comme suit :

| Recettes | | Dépenses | |
|---------------|---------------------|-----------------|---------------------|
| Financement | 4.464.684,88 | Investissements | 4.564.684,88 |
| Interventions | - | | |
| Aliénations | 1.253.000,00 | Contribution | - |
| Prélèvements | 1.353.000,00 | Prélèvements | 1.253.000,00 |
| | | Dette | 1.431.399,46 |
| Total | 7.070.684,88 | | 7.249.084,34 |
| A charge | - | | -178.399,46 |

Apparaît au tableau ci-avant une recette d'aliénation correspondant à la vente d'immeubles qui, en application de l'article 33 du Règlement général de la comptabilité, transite par un fonds de réserve d'investissement pour venir réalimenter le service d'investissement. Ceci s'opère alors que les dépenses d'investissement de l'exercice seront contrebalancées par des emprunts complétés par un prélèvement sur don de 100.000,-€. De la sorte la vente d'immeubles programmée dans l'exercice ne sera affectée qu'au remboursement d'annuités d'emprunts. Il s'agit d'une opération exceptionnelle rattrapant les difficultés encourues dans les exercices précédents (non-exécution de la vente des immeubles telle que programmée au plan pluriannuel).

7. Situation financière

La constitution d'un fonds de roulement (actuellement 1.469.946,00 euros) et la réactualisation du fonds pour créances aléatoires (actuellement de 6.742.988,59 euros) continuent à sensiblement améliorer la situation financière du Centre. Toutefois, vu le mécanisme de financement des CPAS, le recours au crédit bancaire restera de mise. Relevons d'une part les taux d'intérêts extrêmement bas et d'autre part la courbe des taux d'intérêts (long terme/court terme) est inversée se traduisant par des intérêts négatifs sur le court terme. Le centre prévoit comme en 2022 une recette de 18.000 € à l'article des intérêts créditeurs.

8. Evolution du déficit d'exploitation des établissements gérés par Le Centre

1. Maison de Repos

Au budget 2022, le déficit d'exploitation de la Résidence Arcadia s'élève à € 1.538.155,54 € (-1.640.106,46 au budget 2021). Ce qui représente une diminution de près de 102.000 €.

Pour l'exercice 2022, la prévision d'hébergement est fixée à 175 résidents, soit une augmentation de 12,9 % du taux d'hébergement par rapport à 2021 grâce à la collaboration envisagée avec le CPAS de Ganshoren. La poursuite de l'augmentation du taux est également reprise dans les plans 2023 et 2024.

Au niveau des dépenses, la crise économique que nous traversons (similaire à celle connue en 2008 en ce qu'elle introduisait plusieurs indexations rapprochées) impacte les dépenses de personnel. L'accord du Comité C portant sur les revalorisations barémiques influence également ce type de dépenses contrebalancées toutefois par des recettes (via facturation interne).

La comparaison des éléments du déficit sont les suivants :

| | RECETTES | | | DEPENSES | |
|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Budget initial 2021 | Budget initial 2022 | | Budget initial 2021 | Budget initial 2022 |
| Prestations | 2.956.895,00 | 3.234.120,83 | Personnel | 7.281.179,44 | 8.012.510,13 |
| Transferts | 4.174.530,00 | 4.141.000,00 | Fonctionnement | 2.042.600,00 | 2.140.544,01 |
| Redistribution | 0 | 0 | Redistribution | 0 | 0 |
| Produits financiers | 0 | 0 | Charges financières | 79.160,95 | 57.126,30 |
| S/total | 7.131.415,00 | 7.375.120,83 | S/total | 9.402.940,39 | 10.210.180,44 |
| Facturation interne | 758.317,26 | 1.423.202,40 | Facturation interne | 126.298,33 | 126.298,33 |
| Total | 7.889.732,26 | 8.798.323,23 | Total | 9.529.838,72 | 10.336.478,77 |
| Déficit | | | | -1.640.106,46 | -1.538.155,54 |

2. Le Relais

On enregistre au budget 2022 un boni d'exploitation de 66.856,53 € (- 13.922,70 € au budget 2021) soit une augmentation de 80.778,73 €. Une augmentation du subside de fonctionnement justifie cette évolution.

En effet, en attente de la mise en place de l'ordonnance relative au « sans-abrisme », le subside de fonctionnement pour le Relais a été obtenu via la procédure de demande libre de subsides.

L'autorité subsidiaire, à savoir la Commission communautaire commune a augmenté sa prise en charge des frais de fonctionnement, ainsi qu'admis d'autres frais au subside, à savoir les amortissements d'emprunts imputés au service d'investissement.

Le déficit cumulé pour les deux services s'élève à ... 5.290,23 €

| | RECETTES | | | DEPENSES | |
|---------------------|------------------------|------------------------|---------------------|------------------------|------------------------|
| | Budget initial 2021 | Budget initial 2022 | | Budget initial 2021 | Budget initial 2022 |
| Prestations | 432.221,00 | 417.684,47 | Personnel | 736.841,11 | 868.737,89 |
| Transferts | 642.757,00 | 930.000,00 | Fonctionnement | 140.508,27 | 144.366,87 |
| | 0,00 | | Redistribution | 0,00 | |
| Produits financiers | | | Charges financières | 8.729,37 | 6.978,05 |
| S/total | 1.074.978,00 | 1.347.684,47 | S/total | 886.078,75 | 1.020.082,81 |
| Facturation interne | 74.238,16 | 114.240,38 | Facturation interne | 277.060,11 | 374.985,51 |
| Total | 1.149.216,16 | 1.461.924,85 | Total | 1.163.138,36 | 1.395.068,32 |
| Déficit | | | | -13.922,70 | 66.856,53 |

9. Subsidés

Le tableau, ci-après, reprend les subsidés spécifiques principaux prévus au budget 2022.

| | 2022 |
|---|----------------|
| Dotation communale | 34.316.600,00 |
| FSAS | 4.498.817,14 |
| Maribel social + contrat cdd 2022 + comité C | 7.040.123,02 |
| Subsidés RIS/ERIS | 70.775.003,60 |
| Socio culturel | 109.849,74 |
| Pauvreté infantile | 282.470,76 |
| Hydrobru | 251.824,83 |
| IRISCARE(ARCADIA) | 4.141.000,00 |
| Fonctionnement CCC (Relais + Aide aux familles) | 1.370.000,00 |
| Energie/fédéral | 1.108.823,88 |
| COVID | 831.000,00 |
| Energie/IBGE | 177.347,00 |
| (ancien) ACS | 598.533,26 |
| Subside Cocom - 2022 | 680.000,00 |
| Total | 126.181.393,23 |

10 Circulaire budgétaire 2021 – Création du Code économique xxxxxx/11400/12 – cotisation pour la pension à d'autres caisses que l'ONSSAPI

Le Centre a procédé conformément à la circulaire budgétaire 2021, précédée à la répartition des cotisations nécessaires à la constitution du 2^{ème} pilier de pension à l'article au travers des diverses sous-fonctions.

11. Subsidés exceptionnels « COVID » octroyés par les autorités fédérales.

Les membres du groupe technique relèvent le caractère tardif de l'annonce de la prolongation de l'utilisation des subsidés fédéraux COVID et déplorent l'absence de renouvellement dans une situation sanitaire toujours difficile.

12. Prélèvement sur le fonds de réserve d'exploitation – subsidés COVID

Consécutivement aux différentes communications officielles reçues durant le dernier trimestre 2021 fixant le terme du recours aux subsidés octroyés aux CPAS dans le cadre de la crise covid au 31 décembre 2021, la sous-fonction 0690 du budget 2021 fut créditée du prélèvement de la totalité de leur solde (solde provenant d'un report de 2020 par le truchement du fonds de réserve en application des directives tutélares). L'annonce tardive (16 décembre 2021) de la possibilité de prolongation du recours à ce subside jusqu'au 31 mars 2022 a conduit les autorités du Centre à favoriser un nouveau report d'une partie de celui-ci à 2022. Dès lors, au compte 2021, seule une partie du crédit de prélèvement prévu sur le fonds de réserve sera exécuté, de sorte à laisser au fonds de réserve d'exploitation le solde utile au report disponible en 2022. Les membres du groupe technique sont d'avis que le canevas d'écritures proposé est correct et conforme.

Algemene opmerkingen

De leden van de technische groep formuleren volgende opmerkingen :

De gemeentelijke dotatie

De leden van de technische groep merken op dat de verhoging van de gemeentelijke toelage, ingeschreven in het voorontwerp van de begroting 2022 met een bedrag van om en bij de 4.000.000 € in vergelijking met de initiële begroting 2021, een volstrekt atypische evolutie is. Ze vestigen de aandacht van de lezer op de door het OCMW geleverde budgettaire inspanningen van bijna 5.365.000€ en waarvan de details hieronder vermeld zijn :

| | |
|--|--------------|
| | |
| Gewestelijke subsidie – Protocol akkoord comité C | 680.000,00 |
| Herneming gewestelijke subsidie 2021 - Protocol akkoord comité C | 453.461,93 |
| Subsidie GGC – 2022 | 680.000,00 |
| Overdracht COVID- subsidie | 100.000,00 |
| verhoging - eco. soc. inschakelingscontracten | 500.000,00 |
| Functionering : beperking van de enveloppes, responsabilisering | 100.000,00 |
| Personeel : aanpassing van het niet gebruikte deel in de uitgaven | 1.094.400,00 |
| Affecteren van resultaat van de verkoop van lokalen (Werkhuizen, Ateliers, Taziaux, Jubelfeest) | 1.253.000,00 |
| Herbergingsraad Arcadia, benoeming personeel (-12 % patronale bijdrage, afschaffing 2 posten van de aanwervingsplan en vermindering van de ontwikkeling van de beleiden inzake medische kaarten oorspronkelijk voorzien in het meerjarige plan | 504.000,00 |
| | 5.364.861,93 |

Ze zijn van mening dat deze evolutie in hoofdzaak te wijten is aan de variatie van de nettolast voor sociale steun (opeenvolgende verhogingen van de minima zonder bijkomende compensatiemaatregelen voor het OCMW enerzijds en de toepassing van opeenvolgende indexeringen anderzijds).

Vergelijking van de netto-lasten voor de subfunctie « sociale hulp » vanaf de initiële begroting 2021

| | Ontvangsten | Uitgaven | last | Evolutie |
|---------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| initiële begroting 2021 | 72.714.714,54 | 89.732.393,58 | 17.017.679,04 | |
| gewijzigde begroting 2021 | 75.943.309,90 | 94.438.129,51 | 18.494.819,61 | 1.477.140,57 |
| initiële begroting 2022 | 76.846.705,63 | 98.394.103,58 | 21.547.397,95 | 3.052.578,34 |

De tot 1.477.140,57 € « beperkte » evolutie van de nettolast voor de subfunctie die geregistreerd werd tussen de initiële begroting 2021 en de gewijzigde begroting 2021 wordt verklaard door:

- Gedurende bijna 6 maand werd een constante verhoging van het aantal (5.950 – 6.500 in 06/2021) leefloontrekkers geregistreerd ten gevolge van de sanitaire crisis.
- De federale tussenkomsten (1.700.000 €) die ten compenserende titel werden toegekend, worden niet verlengd in 2022

In dienstjaar 2022 worden de federale tussenkomsten geschrapt, maar men moet tevens rekening houden met volgende elementen:

- 100 % impact van de federale verhogingen in 2021
- De voorziene verhogingen voor 2022
- De gevolgen van artikel 46 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie in verband met de subsidiëring a rato van 100 % van de leefloontrekkers ingeschreven in het vreemdelingenregister;
- Evolutie van + 22 % van de aan 70 % gesubsidieerde steuntrekkers

De leden van de technische groep zijn bijgevolg van mening de geregistreeerde evolutie het gevolg is van exogene factoren (federale opdracht) waardoor het OCMW de gedelegeerde plichten niet kan vervullen. De leden van de groep zijn dan ook van mening dat de begrotingscapaciteiten zoveel mogelijk behouden moeten worden teneinde de kwaliteit van een onontbeerlijke dienst aan een van de meest kwetsbare bevolkingsgroepen van België te bewaren.

De leden van de technische groep wijzen erop dat er een overdracht de lasten naar de lokale entiteiten gebeurd is en pleiten voor een structurele herfinanciering van de OCMW's.

Rustoord Arcadia

De leden van de technische groep noteren dat de doelstelling voor 2021 met betrekking tot de bezettingsgraad van het rustoord, 83 % (zijnde 10% onder het gemiddelde in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) of 155 bereikt werd binnen een nog altijd onzeker sanitair klimaat en met binnen het milieu van de rustoorden een Brusselse conjunctuur van meer dan 1000 onbezette bedden. Ze wijzen ook op de verhoging met meer dan 1 € van de forfait, wat getuigt van de striktheid van het administratief beheer voor deze forfaits.

De leden van de technische groep menen onderstrepen de samenwerkingsproject met het OCMW van Ganshoren, met als doel een gelijdelijke onthaal vanaf 1 april van 20 residenten tijdens de uitvoering van de geplande zware renovatiewerken om aan de herbergingsnormen te beantwoorden.

De leden van de technische groep onderstrepen nogmaals enerzijds de positieve impact op de herbergingsgraad van de residentie (terug op 94 %) en anderzijds de impact van deze maatregel op het exploitatietekort van de residentie dat wordt teruggeschroefd tot 1.5 M in 2022 en zelfs tot iets minder dan 1 M in 2024

Later in dit advies vermelde tabellen detailleren de verscheidene componenten van het tekort van het rusthuis.

De leden van de technische groep ondersteunen de verderzetting van de renovatie van het rustoord en de verbonden investeringende met als doel het beantwoorden aan alle criteria in deze sector.

Ze zijn van mening dat het project « Alliance Habitat » ook zijn bijdrage zal leveren (project voor de bouw van service-flats).

Inschakelingsberoeppen

De leden van de technische groep wijzen op het neutrale effect voor de begroting 2022 van de regionale maatregel die het centrum verplicht de inschakelingsberoeppen te bezoldigen volgens barema's van de publieke sector.

Ze wijzen op de financieringsmechanismen van deze wettelijke verplichting, namelijk:

- * De reductie met 30 eenheden van het jaarlijks quotum tewerkstellingen
- * Een maximaal gebruik van de enveloppe voor sociale economie hetzij tot 120 tewerkstellingen.

Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn

De leden van de technische groep betreuren de « eenmalige » vermindering van het BIMW met bijna 350.000 €, die niet welkom is in tijden van moeilijke begrotingscontext.

Volgende concrete opmerkingen werden eveneens geformuleerd :

De leden van de technische groep garanderen dat bij hun weten alle wettelijke regels op het gebied van het opmaken van een begroting, nageleefd werden :

1. Voorschotten op sociale prestaties

De raming voor ontvangsten binnen de functie 8290 « VOORSCHOTTEN » komt overeen met de uitgavekredieten binnen deze zelfde subfunctie.

2. Sociale steun

De overeenstemming tussen de ramingen van de ontvangsten en de uitgavekredieten op het gebied van het leefloon (wet van 26 mei 2002), en de ten laste name van steun verleend door de OCMW's in het kader van de wet van 2/4/1965 is in overeenstemming met de voorschriften.

3. Ten laste name, via subfunctie 8320 – Sociale hulp, sociale tekorten

De uitgavekredieten voor sociale tekorten in volgende subfuncties :

- 8341 Rustoord ;
- 8360 Onthaaltehuis ;
- 8448 Poetshulp (huishoudhulp);

werden in evenwicht gebracht door overeenstemmende ontvangsten in onderstaande subfuncties.

| Uitgaven – subfunctie : Sociale steun | Ontvangsten – desbetreffende Subfunctie |
|---------------------------------------|---|
| 8320/33410/10 | 8341/16200/01 225.000 |
| 8320/33400/13 | 8360/16200/01 81.000 |
| 8320/33400/31 | 8448/16200/01 35.000 |

4. Patronale pensioenbijdragen

De leden van de technische groep wensen de aandacht te vestigen op het feit dat ingeval van aansluiting bij de pool SOLIDARISE van de RVSZ, de bijkomende last voor patronale bijdragen voor het jaar 2022 € 458.233,25 zou bedragen. De gemeentelijke dotatie zou dan met ditzelfde bedrag vergroten. Volgende jaren zal dit bedrag nog meer stijgen door de inwerkingtreding van het door het Centrum opgestelde plan voor de statutarisering van het personeel.

5. Interne facturatie

De vergoedingen betreffende de interne facturatie zijn in evenwicht en worden sterk beïnvloed door de mechanismen in verband met de COVID-subsidies en door de verdeling van de verscheidene in de algemene functie ingeschreven subsidies.

6. Investerings

Volgende tabel toont het geheel van investeringen en de voorziene financieringswijze :

| S/ functie | Totaalbedrag | Lening | Overboekingen | Financiering |
|---------------|---------------------|---------------------|-------------------|--------------|
| 1230 | 2.211.363,00 | 2.211.363,00 | | |
| 1370 | 15.000,00 | 15.000,00 | | |
| 8341 | 1.619.821,88 | 1.519.821,80 | 100.000,00 (*) | |
| 83424 | 15.000,00 | 15.000,00 | | |
| 83427 | 15.000,00 | 15.000,00 | | |
| 8360 | 295.000,00 | 295.000,00 | | |
| 8446 | 31.500,00 | 31.500,00 | | |
| 844941 | 15.000,00 | 15.000,00 | | |
| 9220 | 295.000,00 | 295.000,00 | | |
| 92202 | 20.000,00 | 20.000,00 | | |
| 9240 | 32.000,00 | 32.000,00 | | |
| Totaal | 4.564.684,88 | 4.464.684,80 | 100.000,00 | 0,00 |

(*) giften en legs met affectatie voor de verbetering van de levenscondities van de residenten.

De investeringsdienst is in evenwicht op volgende manier :

| Ontvangsten | | Uitgaven | |
|------------------|---------------------|---------------|---------------------|
| Financiering | 4.464.684,88 | Investeringen | 4.564.684,88 |
| Tussenkosten | - | Schuld | 1.431.399,46 |
| Vervreemdingen | 1.253.000,00 | Bijdragen | - |
| overboekingen | 1.353.000,00 | Overboekingen | 1.253.000,00 |
| Totaal | 7.070.684,88 | | 7.249.084,34 |
| Ten laste | - | | -178.399,46 |

In bovenstaande tabel is een vervreemdingsontvangst te zien die overeenkomt met de verkoop van gebouwen die, in toepassing van artikel 33 van het Algemeen Reglement op de boekhouding via een investeringsreservefonds de investeringsdienst alimenteert. Dit gaat als volgt in zijn werk: de investeringsuitgaven van het boekjaar zijn tegengeboekt met de leningen die aangegaan zijn via een overboeking op een schenking van 100.000,-€. Op deze wijze wordt de in het boekjaar geprogrammeerde verkoop van gebouwen geëffectueerd ten belope van de terugbetaling van de aflossingen. Het gaat hier om een uitzonderlijke operatie waardoor de in vorige boekjaren tegengekomen moeilijkheden (niet-uitvoering van de verkoop zoals geprogrammeerd in het meerjarenplan) worden ingehaald.

7. Financiële situatie

De oprichting van een waarborgfonds (heden 1.469.946,00 euro) en de het opnieuw leven inblazen van het fonds voor twijfelachtige schulden (vandaag 6.742.988,59 euro) verbeteren de financiële situatie van het Centrum. Niettemin blijft, gegeven het financieringsmechanisme van de OCMW's, het noodzakelijk een beroep te doen op bankkredieten. We wijzen op de extreem lage intrestvoeten enerzijds en anderzijds dat de curve van de intrestvoeten (lange termijn/korte termijn) vandaag de dag omgekeerd is, met negatieve kortetermijnintresten als gevolg. Het centrum voorziet zoals in 2021 een ontvangst van 18.000 € in het artikel van de kredietintresten.

8. Evolutie van het exploitatiedeficit van de door het Centrum beheerde instellingen

1. Rustoord

Op begroting 2022 bedraagt de exploitatietekort van het rustoord Arcadia € 1.538.155,54 € (-1.640.106,46 op de begroting 2021). Hetzij een vermindering van ongeveer 102.000 €.

Voor boekjaar 2022, is het aantal residenten geraamd op 175, een vermeerdering met 12,9 % van de bezettingsgraad in vergelijking met 2021 dankzij de geplande samenwerking met het OCMW van Ganshoren. Het verhogen van de bezettingsgraad is eveneens opgenomen in de plannen voor 2023 en 2024.

Op het gebied van de uitgaven heeft de economische crisis die we nu meemaken (gelijkaardig aan die van 2008 doordat op korte tijd opeenvolgende indexaanpassingen werden doorgevoerd) een impact op de personeelsuitgaven. Het akkoord van het Comité C dat betrekking heeft op de baremieke revalorisaties, beïnvloedt eveneens dit soort van uitgaven, die tegengeboekt worden door ontvangsten (via interne facturatie).

Hier volgt een vergelijking van de verscheidene componenten van het tekort:

| | ONTVANGSTEN | | | UITGAVEN | |
|----------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Initiële begroting 2021 | Initiële begroting 2022 | | Initiële begroting 2021 | Initiële begroting 2022 |
| Prestaties | 2.956.895,00 | 3.234.120,83 | Personeel | 7.281.179,44 | 8.012.510,13 |
| Overdrachten | 4.174.530,00 | 4.141.000,00 | Functionering | 2.042.600,00 | 2.140.544,01 |
| Herverdeling | 0 | 0 | Herverdeling | 0 | 0 |
| Financiële producten | 0 | 0 | Charges financières | 79.160,95 | 57.126,30 |
| S/totaal | 7.131.415,00 | 7.375.120,83 | S/totaal | 9.402.940,39 | 10.210.180,44 |
| Interne facturatie | 758.317,26 | 1.423.202,40 | Interne facturatie | 126.298,33 | 126.298,33 |
| Totaal | 7.889.732,26 | 8.798.323,23 | Totaal | 9.529.838,72 | 10.336.478,77 |
| Tekort | | | | -1.640.106,46 | -1.538.155,54 |

2. Relais

We schrijven in de begroting 2022 een exploitatieoverschot van € 66.856,53 in (€- 13.922,70 op de begroting 2021) , hetzij een vermeerdering met 80.778,73 €. Een vermeerdering van de functioneringssubsidie rechtvaardigt deze evolutie.

In afwachting van de inwerkingtreding van de ordonnantie betreffende de « dakloosheid », werd de functioneringssubsidie voor Relais verkregen via de procedure voor de vrije aanvraag van subsidies.

De subsidiërende overheid, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft de ten laste name van functioneringskosten verhoogd, en andere kosten toegelaten, onder meer de aflossingen van leningen ingeschreven in de investeringsdienst.

Het gecumuleerde tekort voor de 2 diensten bedraagt 5.290,23 €

| | ONTVANGSTEN | | | UITGAVEN | |
|----------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Initiële begroting 2021 | Initiële begroting 2022 | | Initiële begroting 2021 | Initiële begroting 2022 |
| Prestaties | 432.221,00 | 417.684,47 | Personeel | 736.841,11 | 868.737,89 |
| Overdrachten | 642.757,00 | 930.000,00 | Functionering | 140.508,27 | 144.366,87 |
| | 0,00 | | Herverdeling | 0,00 | |
| Financiële producten | | | Financiële lasten | 8.729,37 | 6.978,05 |
| S/totaal | 1.074.978,00 | 1.347.684,47 | S/totaal | 886.078,75 | 1.020.082,81 |
| Interne facturatie | 74.238,16 | 114.240,38 | Interne facturatie | 277.060,11 | 374.985,51 |
| Totaal | 1.149.216,16 | 1.461.924,85 | Totaal | 1.163.138,36 | 1.395.068,32 |
| Deficiet | | | | -13.922,70 | 66.856,53 |

9. Subsidies

Onderstaande tabel toont de belangrijkste specifieke subsidies voorzien in de begroting 2022.

| | 2022 |
|---|----------------|
| Gemeentelijke dotatie | 34.316.600,00 |
| BIMW | 4.498.817,14 |
| Sociale maribel + contract bep duur 2022 + comité C | 7.040.123,02 |
| Subsidies RMI/Gelijkgestelde sociale steun | 70.775.003,60 |
| Sociocultuurcel | 109.849,74 |
| Kinderarmoede | 282.470,76 |
| Hydrobru | 251.824,83 |
| IRISCARE(ARCADIA) | 4.141.000,00 |
| Functionering GGC (Relais + Gezins hulp) | 1.370.000,00 |
| Energie/federaal | 1.108.823,88 |
| COVID | 831.000,00 |
| Energie/BIM | 177.347,00 |
| (vroegere) GESCO | 598.533,26 |
| Subsidie GGC - 2022 | 680.000,00 |
| Totaal | 126.181.393,23 |

10. Omzendbrief Begroting 2021 – Creëren van een economische code xxxxxx/11400/12 – pensioenbijdragen bij andere kassen dan de RSZPPO

In toepassing van de begrotingscirculaire 2021, heeft het Centrum de bijdragen, nodig voor het aanleggen van de 2° pensioenpijler in het artikel verdeeld over verscheidene subfuncties.

11. Uitzonderlijke « COVID »-subsidies toegekend door de federale autoriteiten.

De leden van de technische groep wijzen op het late karakter van de aankondiging de het gebruik van de federale COVID-subsidies te verlengen en betreuren het niet vernieuwen ervan in een nog altijd moeilijke sanitaire situatie.

12. Overboeking op de exploitatiereservefonds – covidtoelagen

Als gevolg van een aantal officiële mededelingen die we het laatste kwadrimester van 2021 ontvingen, waardoor de eind van de termijn waarin het OCMW een beroep kon doen op OCMW-COVID-subsidies op 31 december werd vastgelegd, werd sub-functie 0690 in de begroting 2021 gekrediteerd via een inhouwing op het saldo (een saldo dat voortkomt uit de overdracht van het reservefonds van 2020 naar 2021, en dit in toepassing van de richtlijnen van de voorgdij. De laattijdige aankondiging (16 december 2021) van de mogelijkheid het gebruik van deze subsidie te verlengen tot 31 maart 2022 zorgde ervoor dat de autoriteiten van het Centrum voorstander waren van een nieuwe overdracht van een gedeelte naar 2022.

Daarom wordt op de rekening van 2021 slechts een gedeelte van het voorziene inhoudingskrediet op het reservefonds uitgevoerd, en dit om het reserve-exploitatiefonds het nodige saldo te verstrekken voor het in 2022 beschikbaar overgedragen saldo. De leden van de technische groep zijn van oordeel dat de voorgestelde boekhoudkundige modellen correct en conform zijn.

Afgesloten in de zitting van 2 maart 2022

Le Secrétaire général temporaire
De tijdelijk Secretaris-generaal



D. ROZEN

La Présidente
De Voorzitster



Gérardine Bastin

Afgesloten in de zitting van 2 maart 2022

Le Directeur financier
De financiële directeur



N. LAMBREMONT